

Brésil

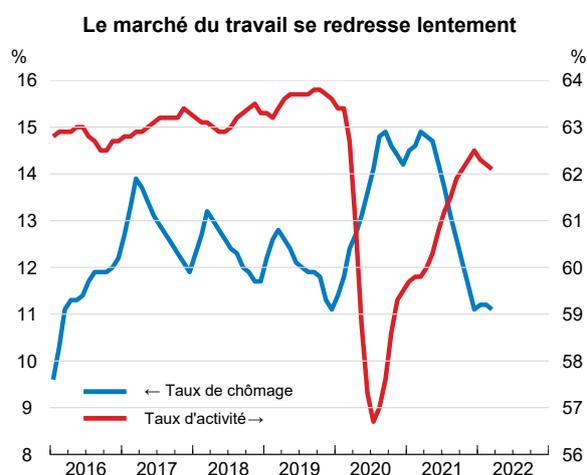
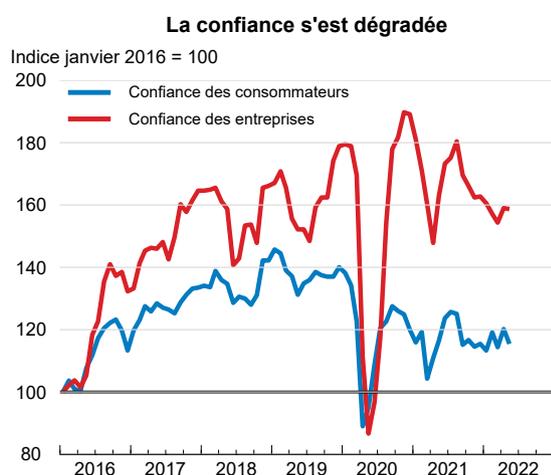
Après un redressement vigoureux qui l'a portée à 5 % en 2021, la croissance du PIB devrait sensiblement ralentir en 2022 pour s'établir à 0.6 %, avant d'accélérer à nouveau pour atteindre 1.2 % en 2023. La hausse de l'inflation, la guerre en Ukraine et le durcissement des conditions financières ont détérioré le climat économique et le pouvoir d'achat, ce qui devrait fortement entamer la demande intérieure au premier semestre de 2022. L'élection présidentielle de 2022 ajoute un facteur d'incertitude, si bien que l'investissement restera en demi-teinte jusqu'en 2023. Le marché du travail se rétablit lentement, le taux d'activité et les revenus réels du travail demeurant en deçà des niveaux d'avant la pandémie.

Comme la guerre en Ukraine a entraîné une nouvelle hausse abrupte des prix de l'alimentation et de l'énergie, il est essentiel de monter en puissance les mesures de soutien grâce à des programmes de protection sociale bien ciblés sur les plus vulnérables. Il sera nécessaire de redoubler d'efforts pour mieux cibler les dépenses publiques et en accroître l'efficacité, afin de rester en accord avec les principes d'une gestion saine des finances publiques. Il faudra également renforcer les politiques d'activation du marché du travail pour faciliter la réinsertion des chômeurs de longue durée. La banque centrale devra poursuivre le durcissement de sa politique monétaire si les facteurs inflationnistes persistent. Il conviendrait d'exploiter les énergies de source éolienne et solaire pour compléter l'hydroélectricité.

Le climat économique s'est dégradé

Après une campagne de vaccination réussie, l'activité économique s'est redressée vigoureusement au second semestre de 2021, principalement sous l'impulsion des services. Toutefois, l'accélération de l'inflation, le durcissement des conditions financières et la propagation du variant Omicron ont pesé sur la confiance des consommateurs et des entreprises au début de 2022. En avril, le taux d'inflation annuel a atteint près de 12 %, soit son niveau le plus haut depuis dix-huit ans. La hausse des prix de l'alimentation, des carburants et de l'énergie a fortement érodé le pouvoir d'achat des ménages. Des conditions météorologiques particulièrement défavorables jusqu'à récemment ont affecté l'agriculture et la production hydroélectrique, tandis que des pénuries et un renchérissement des coûts de production pesaient sur la

Brésil 1



Source : CEIC ; Institut brésilien de géographie et de statistique (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística*, IBGE) ; et calculs de l'OCDE.

Brésil : Demande, production et prix

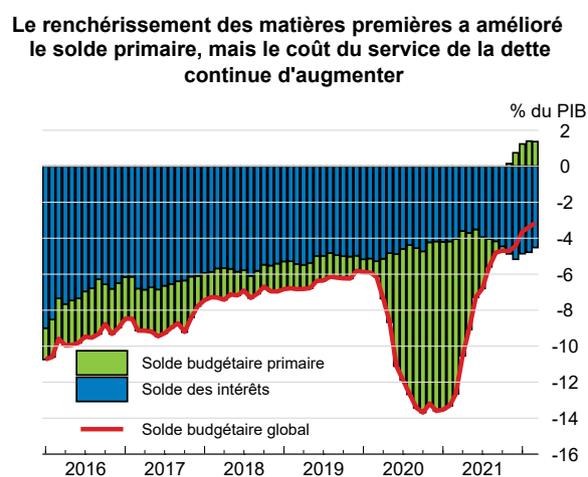
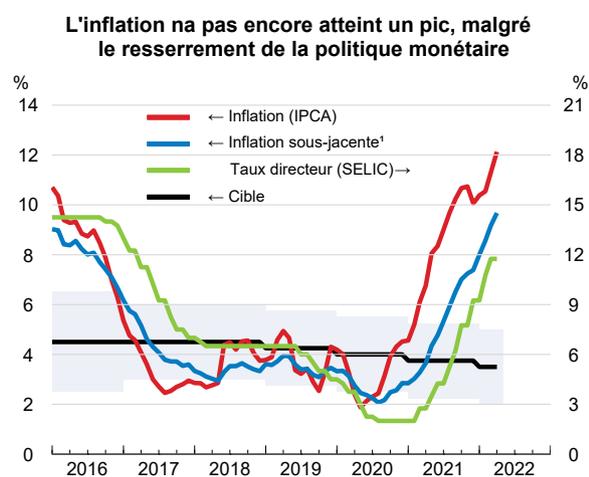
	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de BRL	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2000)				
Brésil						
PIB aux prix du marché	7 004.1	1.2	-4.2	5.0	0.6	1.2
Consommation privée	4 525.8	2.6	-5.7	3.9	0.8	0.8
Consommation publique	1 393.5	-0.5	-4.5	2.0	2.2	1.5
Formation brute de capital fixe	1 057.4	4.0	-0.5	17.3	-0.8	1.4
Demande intérieure finale	6 976.7	2.2	-4.7	5.7	0.8	1.1
Variation des stocks ¹	- 0.1	-0.5	-0.6	0.5	0.0	0.0
Demande intérieure totale	6 976.6	1.6	-5.4	6.1	0.7	1.1
Exportations de biens et services	1 025.1	-2.5	-2.2	6.3	-1.9	2.6
Importations de biens et services	997.5	1.4	-10.2	12.9	-1.6	1.7
Exportations nettes ¹	27.6	-0.6	1.2	-1.0	-0.1	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.2	5.5	10.7	7.2	5.0
Indice des prix à la consommation	—	3.7	3.2	8.3	9.7	5.3
Déflateur de la consommation privée	—	3.7	3.5	8.4	9.4	5.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-5.8	-13.6	-4.0	-6.4	-5.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.5	-1.6	-1.8	-1.0	-0.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/wpc3zb>

Brésil 2



1. L'inflation sous-jacente exclut du calcul l'énergie et l'alimentation. La zone grisée correspond à la marge de fluctuation de l'inflation.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111 ; Banque centrale du Brésil ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/khxsaz>

production industrielle. L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier a encore reculé en avril 2022. Bien que l'emploi se soit pleinement redressé et que le chômage soit en repli, le taux d'activité, la part des travailleurs dans le secteur formel et les salaires réels restent inférieurs à ce qu'ils étaient avant la pandémie. Les salaires nominaux n'ont pas progressé suffisamment pour compenser la hausse de l'inflation, d'où une baisse des salaires réels au début de 2022. En février, le salaire réel moyen des nouveaux embauchés a ainsi diminué de 1.1 % en glissement annuel.

La guerre en Ukraine a fait monter les cours mondiaux des matières premières et entraîné de nouvelles hausses de l'inflation. Afin d'amortir l'impact de l'augmentation des prix mondiaux de l'énergie sur les ménages et les entreprises, le tarif exceptionnel sur l'électricité, mis en place en septembre 2021 lors de la crise hydrique, a été supprimé plus tôt que prévu. Le Brésil est particulièrement dépendant de ses importations d'engrais depuis la Russie. Les perturbations des échanges internationaux et les sanctions économiques poussent à la hausse les prix des intrants et des produits agricoles, et attisent ainsi l'inflation dans le secteur des produits alimentaires. Pour y faire face, le gouvernement brésilien a ramené à zéro le taux de la taxe d'importation de plusieurs produits alimentaires et de produits chimiques utilisés dans la fabrication d'engrais.

La politique monétaire continue de se resserrer, tandis que la politique budgétaire se renforce

Au début du mois de mai, la banque centrale du Brésil a une nouvelle fois relevé son taux directeur de 100 points de base, donnant à sa politique monétaire un tour encore plus restrictif. Le taux Selic a ainsi atteint 12.75 % et devrait être porté à 13.25 % lors de la prochaine réunion de la banque centrale, étant donné que les anticipations d'inflation continuent de monter. Il devrait ensuite demeurer à 13.25% jusqu'à début de 2023 puis diminuer progressivement durant l'année, à mesure que les effets décalés des dernières hausses se feront sentir.

Le niveau élevé des prix des matières premières permet de conforter la situation budgétaire à court terme. Les revenus pétroliers, issus des redevances et des dividendes, sont une manne à la fois pour l'État fédéral et pour les gouvernements des États fédérés, qui ont affiché de solides résultats budgétaires en 2021 et au début de 2022. L'inflation dope, elle aussi, les recettes fiscales au niveau fédéral comme régional, mais les dépenses publiques devraient s'accroître en 2022, en raison de l'intensification des transferts sociaux découlant du nouveau programme *Auxílio Brasil*, de l'ajustement des rémunérations des fonctionnaires et de la hausse des dépenses discrétionnaires, ce qui se traduira par une orientation expansionniste de la politique budgétaire en 2022. L'augmentation pérenne des dépenses publiques met à mal les perspectives budgétaires à plus long terme, notamment du fait d'une règle moins contraignante du plafonnement des dépenses, sans compter que le coût du service de la dette continue de grimper sous l'effet du durcissement de la politique monétaire.

La croissance ralentit sur fond de risques notables de révision à la baisse des projections

Au vu d'un climat économique qui se dégrade et d'un environnement national et international difficile, les perspectives de croissance sont limitées en 2022 et en 2023. La croissance du PIB devrait ralentir très fortement cette année et s'établir à 0.6 %, avant de remonter à 1.2 % en 2023. L'inflation, les conditions financières restrictives et le degré élevé d'incertitude pèsent sur la demande intérieure et extérieure. En outre, les revenus du travail ne progressent pas suffisamment rapidement pour compenser la suppression des aides d'urgence liées à la pandémie et la hausse de l'inflation. Cette dernière devrait amorcer un recul au deuxième trimestre de 2022, sous l'effet du durcissement de la politique monétaire et de la levée des incertitudes après les élections présidentielles, mais elle devrait accélérer de nouveau début 2023 lorsque

se mettra en place l'embargo européen sur le pétrole russe. L'inflation restera élevée en 2023 et ne devrait pas atteindre sa cible durant la période considérée.

Le scrutin présidentiel de 2022 ajoute considérablement à l'incertitude et pourrait brider encore plus la consommation et l'investissement du secteur privé. S'il devait se prolonger, le conflit en Europe pourrait continuer de faire augmenter le coût des intrants agricoles, notamment des engrais, et pénaliserait sérieusement sur la production et les exportations agricoles. Un durcissement brutal des politiques monétaires dans les économies avancées pourrait provoquer des sorties de capitaux et une dépréciation de la monnaie, ce qui pèserait encore plus sur l'inflation importée. De nouvelles limitations dans l'application de la règle de plafonnement des dépenses au cours des années à venir mettraient en péril la stabilité budgétaire et financière. En revanche, si les prix des matières premières se maintenaient à des niveaux élevés plus longtemps que prévu, les tensions sur les finances publiques se relâcheraient à court terme et les termes de l'échange s'amélioreraient.

Des réformes ambitieuses s'imposent pour améliorer la croissance et protéger les finances publiques

Le Brésil devrait poursuivre ses réformes ambitieuses, porteuses à la fois de gains de productivité et d'emploi, de façon à protéger la fiabilité de ses finances publiques et à empêcher une hausse des taux de pauvreté. Une meilleure efficacité de la dépense publique et un renforcement du cadre budgétaire à moyen terme permettraient de dégager une marge de manœuvre budgétaire pour des investissements publics productifs et des aides sociales bien ciblées, et conforteraient la confiance des investisseurs. Des transferts monétaires conditionnels, qui ne prennent fin qu'au moment de la réinsertion dans l'emploi, constitueraient des incitations à la recherche d'emploi dans le secteur formel. Des possibilités de formation professionnelle plus nombreuses faciliteraient la réinsertion sur le marché du travail des chômeurs de longue durée et des travailleurs découragés. Par ailleurs, la législation visant à empêcher la destruction illégale des forêts doit être correctement appliquée pour protéger des ressources naturelles comme la forêt amazonienne, qui peuvent fournir des moyens d'existence durables à des segments vulnérables de la population et vont de pair avec une pluviométrie plus élevée. La forte dépendance vis-à-vis de l'énergie hydroélectrique a montré ses limites et il conviendra de mobiliser d'autres sources d'énergie renouvelable à mesure que la demande d'électricité continuera d'augmenter. L'éolien et le solaire offrent à cet égard un potentiel important encore inexploité au Brésil. Enfin, l'accélération des investissements dans les transports publics urbains bénéficierait aux travailleurs modestes, tout en réduisant la dépendance à la voiture et la pollution de l'air.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Brésil », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/40bd414f-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.